

Initiatives ministérielles

J'ai décidé de ne pas participer au régime de retraite le jour même où je suis passé aux services de paie. J'ai remis une déclaration disant que je refusais d'y participer parce que j'estimais que l'ancien régime était déraisonnable et que le nouveau régime amélioré l'était tout autant. Il est temps que les députés se montrent un peu honorables.

Pourquoi sommes-nous ici? Sommes-nous venus ici pour tirer des avantages personnels? J'ai vécu aux Philippines à une certaine époque. Je me rappelle une remarque célèbre qu'un des sénateurs de ce pays avait faite lorsqu'on lui avait reproché d'avoir les dents trop longues. Il avait dit: «Ne sommes-nous pas au pouvoir pour nous enrichir?» C'était sûrement un libéral.

Les politiciens de la vieille école soutiennent que les à-côtés sont nécessaires pour attirer de bons députés; ce qu'ils ont attiré, c'est une bande de politiciens professionnels, de gens qui ont systématiquement acculé le pays à la faillite au cours des 30 dernières années et qui s'attendent maintenant à recevoir un paiement énorme, une récompense, pour leurs services.

Lorsque le projet de loi sera examiné à l'autre endroit, j'espère qu'on lui accordera une période de réflexion, bien que je ne m'y attende pas. Un peu de réflexion aurait même été utile ici; le projet de loi aurait pu être rejeté au comité. Celui-ci n'a même pas été autorisé à l'examiner comme il convenait. Il est passé par le comité avec une précipitation malséante. Personne n'a pu proposer d'amendements sérieux ou l'examiner à ce moment-là. Nous proposerons certains amendements à la Chambre, mais j'ignore à quoi cela servira. Nous savons ce qui se passera ici, le Cabinet en a décidé. On sortira le fouet et tout ira comme prévu. Tous les libéraux retourneront chez eux heureux et gras, leur valise remplie d'argent.

• (1705)

M. Elwin Hermanson (Kindersley—Lloydminster, Réf.): Monsieur le Président, je suis vraiment triste de devoir intervenir au sujet d'un projet de loi aussi déplorable que le C-85 sur le régime de retraite des députés.

Il existe bien des mots pour le décrire, par exemple: méprisant, arrogant, indéfendable. Même si ces qualificatifs s'appliquent tout autant aux auteurs de cette mesure législative, ils n'arrivent pas à décrire à quel point ce régime de retraite est terrible. Les mots appropriés seraient jugés antiparlementaires. Je dois les éviter. Ce qui me trouble vraiment, c'est que le gouvernement est embarrassé par cette mesure législative et qu'il n'autorise même pas la tenue d'un véritable débat.

J'étais assis en face du solliciteur général du Canada et leader du gouvernement à la Chambre, quand il a déclaré, en me regardant dans les yeux: «Notre gouvernement appliquera très rarement la clôture.» Il m'a promis que le gouvernement recourrait aux motions d'attribution de temps et de clôture beaucoup moins souvent que son prédécesseur, l'arrogant régime Mulroney.

En tant que nouveau parlementaire un peu idéaliste, j'ai pris la déclaration du solliciteur général au sérieux et j'ai cru que la vie

politique au Canada entraînait dans une ère nouvelle. Nous allions peut-être assister à des progrès à la Chambre, collaborer et bâtir le pays que méritent ceux que nous sommes censés représenter. Je me trompais. J'ai été terriblement déçu.

Le gouvernement a utilisé l'attribution de temps et la clôture beaucoup plus souvent que le gouvernement Mulroney qu'il a si énergiquement dénoncé à cause de cette procédure antidémocratique. Par comparaison, en 19 mois à peine, le gouvernement a présenté un nombre nettement supérieur de motions de clôture concernant des projets de loi. C'est déplorable et décevant.

Il est particulièrement frustrant de voir le gouvernement utiliser une mesure aussi draconienne au sujet d'un projet de loi qui nous avantage personnellement. C'est déraisonnable. C'est mal. Il n'y a pas de mots que je peux utiliser à la Chambre qui décrivent adéquatement le trouble que je ressens à cause des mesures du gouvernement ainsi que des moyens qu'il prend pour imposer sa volonté, à moi qui suis un député catégoriquement opposé à ce projet de loi, et aux Canadiens qui ont dit sans ambages à tous les députés, libéraux autant que bloquistes et réformistes, qu'une réforme de leur régime de retraite s'imposait, pour le rendre comparable aux régimes du secteur privé, où employé et employeur versent une cotisation égale, ou à un régime de retraite autofinancé.

Le gouvernement présente un projet de loi qui prévoit un régime de retraite dont les futurs députés n'auront pas le choix de se retirer et qui contrevient à la Loi de l'impôt sur le revenu, de sorte qu'il faudra une mesure spéciale pour corriger la situation. Les mesures draconiennes qu'il met en oeuvre pour faire adopter le projet de loi sont vraiment décevantes. Je suis peiné de voir que le gouvernement libéral représente si mal les Canadiens et leur donne d'aussi piètres mesures législatives.

Je ne sais pas si les députés néo-démocrates vont accepter ce régime. Je les invite à faire un retour aux sources. Leur parti est issu d'un mouvement agraire, soit la Fédération du commonwealth coopératif, en Saskatchewan. Je les invite à faire un retour aux sources et à songer à ces gens simples et travailleurs pour qui chaque dollar gagné devait être mérité. Si les néo-démocrates faisaient cet exercice de réflexion, ils ne s'abaisseraient pas au point d'accepter ce régime de pension.

J'invite les députés de Mackenzie, de Regina—Qu'Appelle, de Saskatoon—Clark's Crossing, Regina—Lumsden et The Battlefords—Meadow Lake à se retirer de ce régime, comme vont le faire les députés réformistes de la Saskatchewan.

Dans les quelques minutes qui me restent, je vais dire un mot sur les députés libéraux de la Saskatchewan. Tout en haut de la liste, on retrouve le représentant de cette province au Cabinet, soit le député de Regina—Wascana. Il était à la Chambre il y a des années et il y est revenu. On l'a nommé au Cabinet. Il est avocat. Je ne pense pas qu'il connaisse très bien l'agriculture, mais il sait certainement faire fructifier son régime de pension, parce qu'à 75 ans, il aura touché 1,64 million de dollars en prestations de retraite. Il ne s'excuse même pas de ce chiffre scandaleux.